

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective départementale

IDCC : 1572. – MÉTALLURGIE

(Charente)

(12 décembre 1989)

(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)

(Etendue par arrêté du 29 octobre 1990,

Journal officiel du 1^{er} novembre 1990)

ACCORD DU 25 NOVEMBRE 2016

RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ET À LA VALEUR DU POINT

POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1750016M

IDCC : 1572

Entre

UIMM Charente

D'une part, et

CFDT métallurgie

USM FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Taux effectifs garantis

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 4 décembre 2015 (étendu par arrêté du 4 juillet 2016, publié au *Journal officiel* le 12 juillet 2016), sont fixés pour l'année 2016 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX EFFECTIF GARANTI ANNUEL (151,67 HEURES)
140	17 600
145	17 621
155	17 637
170	17 715
180	17 767
190	17 822
215	18 096
225	18 908

COEFFICIENT	TAUX EFFECTIF GARANTI ANNUEL (151,67 HEURES)
240	19 729
255	20 826
270	21 594
285	22 766
305	24 544
335	25 962
365	28 597
395	30 140
Valeur du point : 5,23 €.	

Salaires minima conventionnels

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

A compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 5,23 € (pour 151,67 heures) cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14 octobre 1983 de la convention collective départementale à :

- 5,49 € pour le personnel ouvrier ;
- 5,60 € pour la maîtrise d'atelier.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1990.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 25 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)